



Le texte d'orientation

Congrès de Nancy 2025



**LE CŒUR
DE LA GAUCHE**
lecoeurdelagauche.fr

Les vents sont mauvais d'où qu'ils viennent. À l'Est, Vladimir Poutine n'a pas abdiqué sa volonté d'élargir son influence sur notre continent comme sur le continent africain.

À l'Ouest, Donald Trump a tourné le dos à tout ce qui constituait le socle de la relation transatlantique et engagé avec Vance et Musk une lutte idéologique dont l'objectif est l'installation d'une internationale réactionnaire.

Au sein de l'Union Européenne, **l'extrême-droite progresse élection après élection et impose sa vision et ses thèmes.** En France, elle atteint un niveau historique et semble désormais en mesure de gagner une élection présidentielle.

Elle contamine jusqu'aux rangs de la droite que l'on voulait croire républicaine, et du centre dont le premier représentant va jusqu'à reprendre ses mots et ses fantasmes de « submersion migratoire ». **Le noyau central de la macronie accélère les politiques anti sociales et renonce à toute ambition écologique.** Les annonces des dernières semaines menacent l'assurance chômage, la protection sociale, les pensions de retraite, les services publics. La seule cohérence de ce gouvernement est une politique de classe menée sans complexe. Les Français sont tous appelés à la sueur et aux larmes, sauf la poignée d'ultra riches auxquels il serait indécent d'exiger le moindre effort.

Dans la période récente, nous avons tout à la fois refusé la trahison du front républicain en censurant Michel Barnier, et assumé la recherche de compromis, en acceptant majoritairement de ne pas censurer le budget du gouvernement Bayrou. Nous n'avons pas pour autant adressé un chèque en blanc au gouvernement. Nous n'accepterons pas de nouveaux sacrifices imposés aux classes populaires, aux Français de la classe moyenne qui ont déjà dû encaisser toutes les crises successives : sanitaire, géopolitique, climatique, énergétique, agricole. **Nous n'aurons aucune complaisance vis-à-vis de politiques qui constituent le carburant de l'extrême droite qui surfe sur toutes les colères.**

Notre ligne de conduite est là. Nous sommes dans un combat frontal face à l'extrême droite. L'Histoire n'est pas une marche irréversible vers le progrès humain. Nous vivons un moment qui peut entraîner la France, l'Europe et le monde vers une régression sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Tout l'édifice que socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes ont bâti est menacé à commencer par le droit international, l'état de droit, le respect des minorités, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de la recherche, la liberté de la science, et bien entendu les droits sociaux, conquis de haute lutte.

L'enjeu est là et nulle part ailleurs. **C'est à cette situation que notre 81ème congrès doit répondre.** Pas simplement en faisant acte de résistance. Comme nos glorieux aînés du Conseil national de la Résistance, notre combat doit être d'abord un combat joyeux, en portant une vision qui offre une perspective tout à la fois d'ordre, mais juste et d'attention portée à tous et à chacun. Un projet qui permette à chacun de trouver sa place et de se frayer un chemin vers sa réussite, celle d'une vie digne.

Notre acquis est d'avoir regagné le cœur de la gauche. Notre ambition est d'en devenir le cœur battant. À nous de montrer que nous en sommes capables en nous portant à la hauteur des enjeux et du moment, en prenant garde de ne pas renouer avec des réflexes hégémoniques dont nous n'avons pas les moyens et dont nous devrions combattre l'envie. **C'est dans le rassemblement de la gauche et des écologistes** dès les prochaines municipales que nous pourrons non seulement renouer avec la victoire, mais aussi engager les changements radicaux auxquels nous aspirons.

1. Au coeur de la gauche, un congrès pour les Françaises et les Français

Neuf mois après la dissolution de l'Assemblée nationale, les Français sont plus désabusés que jamais. Emmanuel Macron en porte une immense part de responsabilité : après avoir creusé un déficit budgétaire historique, il a refusé d'appliquer les règles de la tradition républicaine en appelant la coalition arrivée en tête et encouragé la formation d'un gouvernement des perdants.

Ces dernières années, quatre grands mouvements populaires ont secoué notre pays : les Gilets jaunes, le mouvement contre la réforme des retraites, les violences urbaines qui ont suivi la mort du jeune Nahel et la gronde des agriculteurs. **Portant des revendications différentes, ils expriment tous une demande fondamentale de démocratie. Ils ont aussi le point commun d'avoir éclos en dehors des partis politiques et, parfois, contre eux.**

La rupture est profonde : de plus en plus d'électeurs se réfugient dans l'abstention. D'autres, vers l'extrême-droite alors même que Marine Le Pen et Jordan Bardella appartiennent à cette **internationale d'extrême-droite** incarnée par Donald Trump, Vladimir Poutine ou encore Viktor Orban, dont chacun peut d'ores et déjà mesurer qu'elle est au service de puissants oligarques mais pas de leurs peuples.

Au milieu des tremblements du monde, les socialistes doivent être au rendez-vous de leur histoire et de leur vocation. **Nous voulons que le 81ème congrès du Parti socialiste soit un congrès de réaffirmation de nos valeurs, de préparation de l'avenir et de rassemblement, tourné vers toutes celles qui veulent apporter leur énergie et des idées neuves.**

L'affirmation d'un nouveau projet socialiste

Depuis plusieurs mois, **le Parti socialiste a entamé une démarche inédite d'écoute des Françaises et des Français éloignés de la politique**, dans et hors des grandes métropoles. Au long de ce tour de France, nous avons entendu des gens de tout âge, de toute origine et de tout métier, défiants vis-à-vis de la politique, mais malgré tout en attente que nous répondions avec sérieux à leurs préoccupations. Pour réveiller leur espoir, ce congrès devra répondre à leurs questions : comment protéger les Français du nouveau désordre mondial ? Comment les convaincre qu'à nouveau, la politique et la gauche peuvent changer leur vie ? Comment la gauche peut-elle gagner et faire battre l'extrême-droite ?

Une oligarchie est en train de confisquer le pouvoir, financier, politique et médiatique. Elle est présente dans les médias, où 11 milliardaires contrôlent 80% de la presse quotidienne généraliste. Elle s'observe en politique, où 7% des députés sont des ouvriers et des employés. Une minorité concentre aussi le pouvoir économique et de plus en plus de richesses : en France, les 500 plus grandes fortunes possèdent l'équivalent de 45% de la richesse nationale. C'était 6% en 1996.

Le rôle du socialisme est de lutter contre cette concentration du pouvoir, d'agir pour l'égalité, la répartition des richesses, la justice fiscale, l'éducation et la culture pour tous, pour le pouvoir des travailleurs contre la toute-puissance des actionnaires, pour la préservation des biens communs face aux appétits infinis du profit. Notre héritage, ce sont les congés payés, l'État providence, les radios libres, la parité, la retraite, l'impôt de solidarité sur la fortune, les accords de Paris pour le climat, la diminution du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, des services publics qui assurent à tous accès à l'éducation, aux soins, à la justice, à la mobilité, à la tranquillité...



Sans la gauche et un Parti socialiste fort, nul espoir n'est permis. Depuis 2018, aux côtés des militants et d'une nouvelle génération d'élus, Olivier Faure a su relever le Parti dont tant prédisaient la disparition. La dynamique de rassemblement de la gauche et des écologistes qu'il a initiée a renoué avec l'histoire du socialisme français. Bien sûr, cette union n'est pas exempte ni débats ni de tensions, elle l'a toujours été dans l'Histoire, de Jaurès à Jospin, mais elle a permis de lever un grand espoir et proposer une alternative à la droite et à l'extrême droite. Avec détermination, nous avons redonné à notre parti une image et une combativité renouvelées. Ce fut long, mais nos efforts paient. Ensemble, nous avons retrouvé notre place au cœur de la gauche et de la vie politique française.

Nous devons beaucoup à nos élus locaux, nos maires, nos présidents de départements et de régions. Ils incarnent le socialisme par la preuve, aussi bien dans les grandes métropoles que dans les villes moyennes et petites, les campagnes comme les quartiers populaires. Partout en France hexagonale et en Outre-mer, ils agissent pour soutenir nos industries, nos agriculteurs, ré-ouvrir des petites lignes de train. Nous sommes tout aussi fiers de nos parlementaires. Depuis 2022, les socialistes ont obtenu des victoires concrètes pour les Français, souvent votés à l'unanimité, dans leurs niches à l'Assemblée nationale et au Sénat. En 2023, nous nous sommes maintenus comme le premier groupe d'opposition au Palais du Luxembourg. En 2024, nous avons plus que doublé le nombre de nos députés au Palais Bourbon et au Parlement européen. Cette étape franchie, face aux périls, nous devons accélérer : **dès les prochaines semaines, nous engagerons la refonte du projet socialiste pour la France en vue du scrutin présidentiel.**

Retrouver et fédérer le peuple

Pour battre l'extrême droite, les socialistes, la gauche et les écologistes doivent non seulement retrouver le peuple, mais aussi le fédérer.

Le socle électoral de la gauche s'est rétréci. De 43% des voix en 2012, le total des électeurs de gauche est passé à 27% en 2017, puis est légèrement remonté à 31% en 2022. Dans le même temps, l'abstention n'a fait que grimper. Surtout celle des ouvriers et des employés. Le premier parti des ouvriers est l'abstention. Ensuite, c'est l'extrême droite, puis la gauche - à 23%, contre 39% en 2012. Nous devons retrouver celles et ceux pour qui nous nous battons. Celles et ceux qui pâtiront les premiers d'une politique d'extrême droite, enfermée dans une logique nationaliste, individualiste et capitaliste qui n'a jamais nourri que le conflit et la guerre. La gauche est toujours arrivée au pouvoir à la faveur d'une alliance de classes, avec l'émancipation des travailleurs au cœur de son projet. C'était le cas du temps de Léon Blum, comme de François Mitterrand, Lionel Jospin et François Hollande.

Nous ne retrouverons pas les Français sans une politique économique et sociale ambitieuse, de gauche. Partout en Europe, nous le voyons : les sociaux-démocrates qui adoptent une politique économique libérale et une politique migratoire purement restrictive servent la droite et l'extrême droite. Nous ne devons nier aucune des préoccupations qui sont celles de nos concitoyens: du pouvoir d'achat à l'immigration, en passant par l'insécurité, l'école et la santé. Mais nous devons y répondre en défendant la vision alternative qui est la nôtre. Pour l'immigration, nous mettons en avant l'intégration par le travail et la langue. S'agissant de l'insécurité, nous savons qu'elle est largement générée par le trafic de drogue et que son éradication suppose le déploiement de moyens nouveaux comme l'ont plaidé nos camarades Jérôme Durain et Roger Vicot notamment. Nous n'oublions pas davantage qu'en France, 50% des violences contre les personnes ont lieu à l'intérieur de la famille. Qui parle de cette insécurité-là, si ce n'est nous ? Nos valeurs et notre attachement à la science impliquent aussi de ne pas céder face aux vents mauvais du climatoscepticisme et de ceux qui relativisent l'urgence climatique.

Nous devons partir de l'écoute des Français, de leur souffrance et de leurs espoirs : la non-reconnaissance de leur travail (dans le salaire, l'assurance chômage, la qualité de vie, la retraite), l'insécurité et les incivilités du quotidien, la difficulté à accéder aux biens essentiels (école, logement, santé, transport...), le sentiment de n'être pas entendus dans une démocratie élitare. Ces souffrances ne sont pas les mêmes sur tous les territoires. Dans les campagnes, la gauche a fdécroché. Sur les 185 circonscriptions à majorité rurale de notre pays, seules 31 ont été remportées par la gauche, dont 17 par des socialistes. Ces territoires sinistrés de la gauche doivent nous obséder : nous devons y proposer un retour des communs, tant par les services publics que par les liens.

Nous ne devons pas non plus oublier que la première variable du vote d'extrême droite, ici comme partout dans le monde, est le sentiment de mépris et d'injustice que ressentent beaucoup de personnes peu ou pas diplômées. Le chercheur Benoit Coquard explique parfaitement ce phénomène de repli défensif où "ceux qui restent" valorisent d'abord la solidarité entre proches, la débrouillardise, la culture de la réussite sans faire d'études et sans dépendre de l'État. Nous devons comprendre ces jeunesses populaires et les valoriser. Personne ne devrait se voir fermer les portes de l'ascension sociale parce qu'il n'a pas fait d'études longues, si coûteuses qu'elles sont inaccessibles à la plupart des jeunes Français. 68% des enfants de cadres font des études supérieures, contre 30% des enfants d'ouvriers et d'employés. Un capital républicain accordé à chaque enfant doit corriger ces inégalités.

La France souffre d'être divisée, fracturée. Le récit de "l'Archipel français", amplifié par les médias et les réseaux sociaux, agit comme une prophétie auto-réalisatrice qui est un carburant électoral pour l'extrême droite. Notre pays ne ressemble pas à sa caricature. Nous refusons de diviser les Français en parts de marché électoral : les villes contre les campagnes, les quartiers populaires contre les zones péri-urbaines, les jeunes contre les vieux, les Français contre les étrangers...La France de Michel Sardou contre celle d'Aya Nakamura. Sur notre playlist, nous n'avons pas à choisir. La cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques est venue plus que de grands discours évoquer l'identité profonde de notre pays. Ceux qui ont intérêt à diviser le peuple français sont toujours les mêmes : l'extrême droite, et l'oligarchie financière qui se met à son service. Pour gouverner, elle déchire les Français. C'est pourquoi la gauche ne doit pas seulement retrouver le peuple mais le fédérer. Le patriotisme que nous devons porter réside dans cette ambition de solidarité et de fierté nationale retrouvée.

A semi-transparent portrait of Léon Blum, a French politician and socialist leader, is overlaid on the left side of the page. He is shown from the chest up, wearing a dark suit, a white shirt, and a patterned tie. He has a mustache and is looking slightly to the right of the camera.

2. Une alternative radicale

Une clarification s'impose sur ce qui nous définit en tant que socialistes et sociaux-démocrates. Nous sommes tous des femmes et des hommes que les injustices font souffrir deux fois : parce qu'elles existent, et parce que beaucoup les nient. C'est la négation des injustices, par leur dissimulation, qui sans cesse conforte l'inaction. C'est pourquoi la lutte pour la liberté, l'égalité et la fraternité a besoin d'une gauche combative. Trop nombreux sont ceux qui se décrivent comme « sociaux-démocrates » en oubliant la nature même de la social-démocratie. Elle n'est pas un programme mais une méthode de gouvernement, qui croit que la démocratie ne réside pas exclusivement au Parlement, mais aussi dans la société, dans un rapport permanent avec **les corps intermédiaires, les associations, les syndicats**. Au gouvernement, la gauche sociale-démocrate s'appuie sur cette société civile pour aller arracher des victoires, comme Léon Blum l'a fait en 1936, avec les congés payés. Elle n'a rien à voir avec une gauche qui renoncerait à transformer radicalement la société et qui, pour finir, se confondrait avec un libéralisme social.

Refuser l'archipel Français, reconstruire la cohésion nationale

La ghettoïsation territoriale de notre pays est avancée. Les élites font sécession dans certains quartiers des métropoles où le prix de l'immobilier devient inabordable, les populations des quartiers populaires sont assignées à résidence, par les discriminations et les difficultés scolaires qu'elles subissent, les campagnes, loin des centres économiques, sociaux et culturels, sont livrées à elles-mêmes. **Les Outre-mer, où les services publics sont défectueux et où même l'accès à l'eau potable est devenu un enjeu, désespèrent de la promesse républicaine d'égalité réelle.**

Pour recréer du commun, nous devons organiser à nouveau la mixité. Ceci implique d'agir sur les prix de l'immobilier et en faveur du logement social, d'investir dans les transports métropolitains, de modifier la carte scolaire. Aussi, l'instauration d'un Service civique Universel, loin de l'actuel SNU, doit permettre à tous les jeunes de notre pays de se croiser aux moments décisifs de leurs vies. Nous proposons également l'instauration d'un maximum de 5 jours de congés payés dédiés à l'engagement associatif et bénévole.

La culture, au cœur du pacte républicain et d'émancipation citoyenne qui nous unit, doit être protégée de l'austérité et de la privatisation, qui profite à l'extrême droite. Nous exigeons le maintien des crédits culturels, la défense de l'audiovisuel public, une juste rémunération des auteurs et un accès universel à la culture.

Nous devons porter une attention particulière aux défis des zones "isolées", en particulier les campagnes, les quartiers populaires et les Outre-mer. Nous devons dire la réalité de ces territoires que les socialistes connaissent bien et agir sur l'offre médicale, de garde d'enfants, de transports et d'emploi, avec un objectif : aucun service essentiel d'éducation ou de santé ne doit se trouver à plus de 15 minutes d'un citoyen.

Écrire une nouvelle page de l'histoire européenne

Pour notre sécurité, notre souveraineté énergétique, notre puissance scientifique, industrielle et agricole, un pas supplémentaire dans la solidarité européenne est indispensable.

Face à Trump, la seule réponse acceptable est celle de la fermeté et de la résistance. Nous devons œuvrer à une défense européenne débarrassée de sa dépendance aux États-Unis, sans pour autant renoncer à notre modèle social ou à notre ambition écologique. La protection de nos industries ne doit plus être un gros mot face aux délocalisations qui se poursuivent et à la concurrence déloyale massive. Les échanges commerciaux doivent être basés sur la réciprocité et l'alignement réglementaire vers le haut en matière environnementales et de droits humains. L'Union européenne doit rompre avec les dogmes économiques néolibéraux qui entravent son action au service des peuples.

Pour que l'Union européenne soit à la hauteur de l'histoire, nous devons lui en donner les moyens : acter le passage à la majorité qualifiée sur les questions de fiscalité, de défense et d'affaires étrangères ; tripler la taille du budget de l'Union avec la création de vrais impôts européens sur le patrimoine des milliardaires, les GAFAM, les cryptoactifs et les rachats d'action. Nous voulons également l'arrêt des subventions aux énergies fossiles, la réorientation des aides inconditionnelles aux entreprises vers une conditionnalité climatique, la mobilisation d'un grand emprunt européen New Deal vert qui permette une transition et une réindustrialisation compatible avec les accords de Paris.

Produire en France et en Europe : pour la reconquête industrielle et agricole

Pendant des décennies, la France s'est laissé dépouiller de son industrie et a fragilisé son agriculture au nom d'un libre-échange sans règles. **Ce renoncement a entamé notre souveraineté, détruit des filières entières et plongé des territoires dans le déclassement.**

Nous devons renouer avec une politique industrielle ambitieuse pour relancer la production nationale dans de nombreux secteurs stratégiques, qu'il s'agisse des semi-conducteurs, des médicaments, des technologies de pointe, des véhicules électriques ou encore des énergies renouvelables. L'État doit redevenir stratège : conditionner les aides publiques à la création d'emplois et à l'investissement, relocaliser les secteurs clés, structurer des filières durables via la commande publique. La transition écologique ne doit pas détruire l'emploi mais le revaloriser : en lien avec les élus locaux, planifions la formation, anticipons les reconversions et bâtissons des filières d'avenir.

Face à la grande distribution, aux marchés internationaux et aux règles européennes inévitables, nos agriculteurs sont pris à la gorge. Il est urgent de leur garantir un revenu digne les protégeant de la concurrence déloyale, y compris au sein du marché européen, en régulant les marges abusives des industries agroalimentaires et en favorisant les circuits courts. **Nos cantines, hôpitaux et administrations doivent soutenir une agriculture locale et rémunératrice.**

L'écologie populaire !

Héritiers des accords de Paris, nous observons avec consternation que nous nous orientons, si rien n'est fait, vers un réchauffement à +4 degrés à la fin du. Nous subissons l'effondrement de la biodiversité et sommes exposés à des pollutions généralisées dont on peine à évaluer les conséquences sur la santé humaine et animale.

Nous portons la responsabilité de reconstruire une planète vivable pour les générations futures. Les énergies renouvelables, à travers l'éolien en mer, l'hydrolien et les panneaux solaires, doivent continuer d'être déployées en parallèle du maintien de notre filière nucléaire, pour limiter le réchauffement, baisser le coût de l'énergie et ne plus financer les régimes autoritaires assis sur la rente fossile. Un « chèque soleil » pourra être déployé afin d'aider les plus modestes à s'équiper de panneaux solaires.

L'écologie, pourvu qu'elle soit populaire, est une condition de notre bonheur. **Nous portons un socialisme écologique qui n'est pas aveugle aux inégalités de contribution et d'exposition au réchauffement climatique** - à l'échelle mondiale, les 1% les plus riches émettent autant de gaz à effet de serre que les 66% les plus pauvres - et qui n'ignore pas non plus que pour beaucoup, être "écologique" aujourd'hui est hors de prix : la nourriture bio n'est pas accessible pour tous, ni la voiture électrique ou les ustensiles de cuisine sans PFAS. La bifurcation écologique ne deviendra réalité que si elle est juste. Nous devons continuer de défendre un « ISF climatique » et adosser à la planification écologique une règle "rouge" : **aucun effort ne pourra être demandé aux plus précaires si ceux-ci ne sont pas compensés ni si l'effort n'est pas équitablement réparti.** Nous proposons également l'instauration d'une taxe sur la pollution émise et les ressources naturelles prélevées. Ce nouveau mécanisme incitera à la relocalisation des productions et à une croissance soutenable.

Une société du travail revalorisé

Construire une société où le travail est revalorisé nécessite de réaliser une promesse simple : **le travail doit payer, ne pas être une souffrance et ouvrir le droit à une retraite en bonne santé.** Nous voulons convoquer une grande conférence sociale sur les salaires, qui prenne en compte la pénibilité et l'utilité sociale des métiers. Les carrières hâchées, les auto-entrepreneurs dont les travailleurs exploités des plateformes et les temps partiels subis ne peuvent plus être les grands perdants. La reconnaissance du burn-out, la lutte contre le harcèlement professionnel et pour l'amélioration de la qualité de vie et la santé au travail doivent être au cœur de notre lutte.

Nous devons enfin ouvrir à tous, notamment aux ouvriers et aux employés, le bénéfice de la formation tout au long de la vie. Nous devons soulager les agriculteurs et les indépendants, les TPE-PME, des charges administratives superflues. Une augmentation de la fiscalité sur le capital pour pouvoir alléger celle qui pèse sur le travail. **Nous devons réformer le système de retraite, en ramenant l'âge légal de départ à 62 ans. Nous portons l'abrogation de la réforme Borne et l'organisation d'une conférence sur l'avenir du système de retraites,** loin de l'impasse vers laquelle se dirige le conclave de François Bayrou. Si d'aventure le Premier ministre se parjurait en refusant de donner le dernier mot au Parlement à l'issue de la négociation qu'il a consentie du bout des lèvres, nous déposerons une motion de censure.

Nous ferons de l'intelligence artificielle un chantier prioritaire en créant les conditions d'un « dialogue social et technologique » pour mettre l'IA au service de l'humain, augmentant le temps libre au lieu d'intensifier les cadences et d'accroître la surveillance des travailleurs. Nous reviendrons aussi sur l'injuste réforme de l'assurance-chômage et du RSA du gouvernement.

Les salariés doivent être associés aux transformations de leurs filières. Nous réformerons le mode de représentation des salariés des TPE-PME et encouragerons la coopération, voire même la co-détermination quand cela est possible. **Le dialogue social, dans l'entreprise et à toutes les strates de discussion, doit être la clé pour aborder les sujets du travail.**

Pouvoir vivre, avoir le droit au bonheur

Toute personne qui travaille devrait pouvoir échapper à l'anxiété du découvert, qui touche un Français sur cinq, et avoir le droit au bonheur. Pour cela, une augmentation du SMIC et des salaires est indispensable. Mais elle ne suffira pas. Il est temps d'agir sur toutes les dépenses dites "contraintes", qui pèsent invariablement sur les Français: le transport, le logement, l'énergie et l'alimentation.

Tandis que des millions de gens peinent à remplir leur caddie ou à payer leurs factures, l'État doit interdire les marges excessives sur les produits de première nécessité et taxer fortement les superprofits des multinationales de l'énergie et de l'agroalimentaire. Un plafonnement des tarifs de l'électricité et du gaz doit être envisagé. **La régulation des marchés dans les Outre-mer devra être renforcée pour lutter contre les monopoles et les pratiques anticoncurrentielles.**

Pour faciliter l'accès au logement, qui représente en moyenne 30% du budget des ménages contre 17% il y a 40 ans, la taxation des plus-values spéculatives doit être renforcée pour freiner l'appétit des investisseurs qui accumulent des logements. L'encadrement des loyers doit être durci et appliqué partout où cela est nécessaire.

Dans les territoires ruraux et périurbains, il est urgent d'investir massivement dans les trains régionaux, les bus interurbains, le vélo et autres mobilités électriques pour offrir une alternative crédible à la voiture individuelle.

Les nouvelles solidarités nécessitent la refonte des services publics

Nos services publics de santé et de soins aux personnes fragiles (âgées, en situation de handicap, jeunes enfants) sont dans un état catastrophique. Leurs agents sont essorés par le nombre des besoins insatisfaits et la logique du “chiffre”. Nous le répétons : la dépense sociale est un investissement. Les maux qu'elle permet d'éviter à la société coûteraient bien plus cher à guérir qu'à prévenir, à travers des services publics de qualité.

Nous défendons la maîtrise publique des services publics, de surcroît lorsqu'il s'agit de monopoles naturels actuellement sous l'emprise du marché comme c'est le cas notamment de nos autoroutes. Elles ont échappé au contrôle public. Il nous faut reprendre la main pour garantir les investissements et assurer la transition social-écologique.

Nos hôpitaux, nos EHPAD et nos crèches doivent échapper à la logique du profit et retrouver un fonctionnement fondé sur les besoins des usagers. Nous voulons créer un véritable service public de la petite enfance : l'égalité des chances se construit dès le plus jeune âge et les 1000 premiers jours de l'enfant. Nous continuerons à défendre une régulation de l'installation des médecins, en partant des besoins de santé de chaque territoire. Le vote de la proposition de loi Garot en première lecture a ouvert la porte à une véritable lutte contre les déserts médicaux. La prise en charge de la santé mentale doit être complète ; en la matière, il faut encore briser les tabous. Pour les jeunes, premiers touchés par la précarité et les inégalités d'accès à l'éducation et à l'emploi, nous revendiquons une allocation d'autonomie dès 16 ans.



Contre la reproduction des inégalités, l'émancipation pour toutes et tous

L'école n'est plus perçue comme un levier d'émancipation sociale. Elle est, aujourd'hui, un lieu de reproduction des inégalités. Selon les dernières enquêtes PISA, la France figure parmi les pays où le milieu social, économique et culturel d'un élève a le plus d'influence sur ses performances scolaires. Ceci n'est pas une fatalité.

Notre ambition pour l'égalité réelle doit nous conduire à défendre le service public d'éducation contre toutes les formes de privatisations avouées ou masquées. Nous devons réduire les effectifs dans les classes, permettre à la médecine scolaire de mener un travail de prévention dès l'école maternelle, conseiller et accompagner les familles en difficulté, rétablir une véritable formation initiale mais également continue pour les enseignants, permettre l'accueil des élèves en situation de handicap dans des conditions d'encadrement adaptées, agir de manière volontariste pour une mixité sociale et scolaire effective, passer d'une orientation subie à une orientation choisie.

Nous proposons également la création de baccalauréats professionnels d'excellence, articulés avec les territoires, les entreprises, l'économie réelle. **Nos lycées professionnels doivent devenir des lieux de réussite, non de relégation.**

Nous devons aussi conditionner le financement de l'école privée sous contrat au respect de la mixité sociale et de la carte scolaire. Celle-ci, financée à hauteur de 75 % par les deniers publics sans véritable contrôle de l'État, refuse publiquement tout quota, rattachement à la carte scolaire ou affectation obligatoire des élèves. Cela ne peut plus durer. Le contrôle de l'État doit être exercé : aucun nouveau Betharam ne saurait perdurer. Aucune institution ne mérite d'être davantage protégée que les élèves qui fréquentent ces établissements.

Notre ambition féministe

Le combat féministe est une priorité. Nous ne pouvons plus entendre que le féminisme serait un enjeu “sociétal”, l’autre mot de “subalterne”. Il s’agit bien d’une question sociale, et démocratique. Alors qu’elles sont, statistiquement, plus diplômées, les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires et mal rémunérés, notamment dans l’éducation, la santé, le travail social, l’aide à la personne ou le nettoyage. Elles continuent de gagner 22,2% de moins que la moyenne des salariés. Elles représentent 80% des cheffes de familles monoparentales. Elles assument l’essentiel des tâches ménagères et du soin aux enfants, gratuitement. Elles sont encore insuffisamment prises en compte dans leurs besoins de santé spécifiques (l’endométriose, la ménopause, la cystite...).

Le procès de Mazan a montré au grand jour la banalité du viol dans notre société. La gauche doit nommer et combattre le mal à la racine : **l’idéologie patriarcale, qui opprime non seulement les femmes et les enfants, mais aussi les hommes eux-mêmes.** Alors que l’extrême droite essaie de récupérer le féminisme pour imposer sa vision raciste et xénophobe, nous devons réaffirmer que le virilisme n’a pas de couleur de peau ni de religion particulière. **La convention “Le temps des femmes” a fait une série de propositions ambitieuses pour rompre avec l’ordre patriarcal, que nous reprenons entièrement.** Parmi ces propositions, nous soutiendrons notamment la mise en place d’un contrat social de parentalité : congé partagé, allongé, équitable et revalorisé pour tous les parents.

L’acculturation au féminisme est loin d’être achevée. Le féminisme n’est pas simplement un argument de marketing politique : c’est une bataille culturelle, du quotidien, qui implique les individus dans leur vie publique et personnelle ; c’est une pratique dans nos propres organisations, dans notre rapport au reste de la société, et dans notre conception des politiques publiques. La question de l’impact de nos positions et de nos projets sur les femmes doit être systématiquement posée.

Réinvestir la sécurité et l'ordre juste

L'insécurité, les incivilités du quotidien, empoisonnent la vie de beaucoup de nos concitoyens. Pour agir en faveur d'un ordre juste, nous devons sortir le débat public du piège où il est tombé, entre une vision exclusivement répressive voire autoritaire de la droite, et l'idéologie parfois « anti-flics » au sein de la gauche radicale. Nos maires incarnent déjà cette politique, sur le terrain.

La convention "Sécurité" du Parti socialiste a illustré notre volonté de réinvestir les questions de sécurité avec plus d'une centaine de propositions que nous reprenons à notre compte, pour augmenter les effectifs de police et de gendarmerie, renforcer les polices municipales, lutter contre le trafic de drogue, combattre les violences intra-familiales, investir dans la médiation, mieux prévenir la délinquance en investissant sur la parentalité et la réussite éducative, redéfinir la doctrine de maintien de l'ordre dans les manifestations autour de la notion de désescalade, aller vers la légalisation encadrée du cannabis.

La lutte contre la drogue et les addictions ne peut se contenter d'un seul discours focalisé sur la répression comme le font la droite gouvernementale et l'extrême-droite. Si nous saluons le travail de nos parlementaires sur le sujet du narcotrafic, **nous devons reprendre la bataille culturelle concernant la réduction des risques.** Toutes les consommations de drogues ne sont pas égales, ne touchent pas les mêmes populations et n'ont pas les mêmes impacts sur les riverains. Des initiatives locales, souvent portées par des élu-es socialistes dont nous portons la pérennisation, comme les salles de consommation à moindre risques et haltes santé-addiction.

Il n'y a pas d'ordre sans justice. Nous devons rouvrir des tribunaux et lieux de justice de proximité. Litiges entre voisins, surendettement, justice prud'homale : autant de contentieux du quotidien maltraités par la « rationalisation » des moyens à l'œuvre depuis vingt ans. Les délais d'attente avant une audience de parfois plus de deux ans sont inadmissibles : chacun doit avoir le droit à la justice dans un délai raisonnable.

La démocratie contre l'oligarchisation du pouvoir et des médias à l'ère digitale

78% des Français estiment que notre système démocratique fonctionne mal. Ce chiffre accablant révèle un mal profond qu'Emmanuel Macron n'a fait qu'aggraver par sa pratique verticale du pouvoir. Sans révision substantielle de nos institutions, de nos méthodes, de l'organisation même du débat public, la crise démocratique qui s'amplifie depuis des décennies risque de faire sombrer notre pays. Dès lors que la démocratie apparaît confisquée par quelques-uns, elle ne présente plus de plus-value par rapport aux régimes autocratiques ; l'adhésion au modèle, la volonté de le défendre s'affaiblissent au profit du projet libéral autoritaire de l'extrême droite.

Reprenons les mots des Français, inscrits dans leurs cahiers de doléances, et élargissons ce débat aux forces politiques, aux syndicats et à la société civile. Nous porterons une grande conférence citoyenne pour un choc démocratique, qui comprendra des élus, des citoyens tirés au sort, des scientifiques et des professionnels du droit. Elle sera chargée de faire des propositions soumises à référendum. Les pistes de réflexion sont nombreuses : mode de scrutin, transfert du droit de dissolution au Premier ministre responsable devant le Parlement, référendums citoyens et locaux, tirage au sort, amendements citoyens, financement public des médias indépendants, CSE avec pouvoirs renforcés dans les entreprises. **Sans attendre, nous porterons une loi de lutte contre la concentration de la propriété des médias.**



A l'ère du numérique, la pseudo « liberté d'expression » revendiquée par les oligarques libertariens qui préfèrent une société des forts sans État à une société du bien-être et du respect de l'ensemble des libertés et des droits fondamentaux des individus. **Le contrôle de l'algorithme, une IA maîtrisée, la transparence et la souveraineté des données, le respect des droits des utilisateurs et la nécessaire modération des contenus haineux ou problématiques : voilà l'éthique socialiste.** Le numérique ne peut devenir un levier d'asservissement ou d'enfermement des individus dans des bulles, au détriment de la santé mentale, en particulier de celle des mineurs.

Nous voulons rendre opérationnel le référendum dit « d'initiative partagée » (RIP) en abaissant le seuil des signatures citoyennes et parlementaires requises, pour les passer respectivement à 1 million et à 1/10ème des parlementaires, et en permettant aux citoyennes et citoyens de présenter une proposition de loi qui recevra ensuite le soutien des parlementaires. Si les assemblées souhaitent empêcher la tenue du référendum, elles devront le faire explicitement.

Pour une société fraternelle et laïque, contre le racisme et l'antisémitisme

En France, **les actes et paroles racistes contre les personnes de confession musulmane sont banalisés et ravivés par les discours de l'extrême droite.** Ceci les expose à des discriminations dans l'accès au logement, à l'emploi, les confronte à des contrôles policiers plus fréquents. **Les actes antisémites explosent,** exposant nos compatriotes juifs à une violence inédite depuis les attentats du 7 octobre en Israël. Travaillons à **un plan d'urgence de lutte contre le racisme et l'antisémitisme** qui financera une éducation populaire puissante, proposera des formations obligatoires, un testing annuel dans les services publics et une exclusion des entreprises discriminantes des marchés publics.

Nous devons encore et toujours défendre le principe de laïcité, qui nous protège. Il est à la fois liberté de croire et de ne pas croire, égalité entre tous quelles que soient nos convictions philosophiques, civiques ou religieuses et fraternité dans le respect des convictions intimes de chacun. Fidèles à la loi de 1905, nous refusons que la laïcité soit dévoyée par l'extrême droite pour s'attaquer au culte musulman. La lutte contre l'islamisme radical et son idéologie réactionnaire relève du combat politique et doit se prolonger à travers des politiques d'émancipation.





La République des territoires

Les crises récentes (Covid, Ukraine, inflation...) l'ont démontré : les collectivités locales sont des acteurs puissants de notre résilience collective. Pourtant, très loin des promesses girondines de sa campagne, Emmanuel Macron et ses gouvernements ont réduit à néant leur autonomie fiscale et financière, alourdit leurs charges de service public et en font désormais une variable d'ajustement budgétaire, avec 7 milliards d'efforts demandés en 2025.

Pionnier de la décentralisation, le Parti socialiste doit redevenir le fer de lance de la libre administration des collectivités locales et de la République des territoires, celle des plus de 500 000 élus locaux qui se mobilisent chaque jour au service des Français. Plusieurs axes pourront guider notre projet : refonder leur modèle de financement, leur redonner de l'autonomie fiscale, clarifier la répartition des compétences entre l'État et les collectivités et entre les collectivités, proposer enfin un **véritable statut de l'élu** permettant de susciter l'engagement et d'encourager notamment les jeunes et les actifs à s'engager.

Les Outre-mer, qui permettent à la France d'être ancrée et de rayonner dans quatre bassins océaniques, sont aux avant-postes des grandes crises du XXIème siècle. **Dans ces territoires, qui doivent devenir pour la France « les pays des Océans » pour ne plus être relégués « au-delà des mers », les socialistes doivent plus que jamais porter un projet d'égalité réelle** : la régulation des économies, une remise à niveau des services publics essentiels et une véritable continuité territoriale pour les personnes et les marchandises. Nous voulons permettre un statut particulier dans la Constitution permettant, si les populations le décident, de traiter différemment des situations différentes au sein de notre République.

L'internationalisme plutôt que la guerre de tous contre tous

Face aux défis du XXIème siècle, nous n'avons jamais eu autant besoin de coopération internationale. Pourtant, le spectre des nationalismes et de la guerre est de retour. Les Nations-Unies sont menacées. Jamais les dépenses militaires n'ont été aussi élevées ; à 2300 milliards chaque année, elles représentent 10 fois le montant de l'aide publique au développement. **À l'opposé des nationalistes, nous reconnaissons et cultivons l'interdépendance entre les peuples, sans jeux d'intimidations et de confrontations stériles, à l'image de l'attitude du gouvernement face à l'Algérie.**

Nous devons défendre le droit international partout, sans géométrie variable, et protéger les institutions chargées de le faire respecter. **Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à l'Ukraine.** Les avoirs confisqués doivent financer la reconstruction du pays. Face aux crimes de guerre et à la dévastation sans précédent à Gaza, à la colonisation brutale qui se poursuit dans les territoires palestiniens occupés, la France doit porter la voix de la justice et de la paix. **Elle doit reconnaître immédiatement l'État palestinien, plaider pour la suspension de l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël, tant que la tragédie se prolongera, et exiger parallèlement la libération sans condition des otages encore détenus.**

Conscients que l'internationale réactionnaire est aussi une internationale masculiniste, nous devons porter une diplomatie féministe et considérer l'égalité comme une politique de sécurité, en soutenant les femmes qui luttent pour leurs droits partout dans le monde.

« Le courage est d'aller à l'idéal de comprendre réel »

Jan Jaurès
cours à la jeunesse
1903, juillet 1903



socialiste
100 ans !

3. Vers le Parti de demain, qui rassemble et qui gagne

Un Parti pour tous, tous au Parti !

Pendant des décennies, le Parti socialiste a été un parti-société, dans lequel le brassage social et générationnel a permis à des centaines de milliers de militants de se former et de rencontrer ceux qu'ils ne croisent pas dans leurs milieux respectifs. **Aucune transformation de la société n'interviendra sans celle de notre outil politique qu'est le Parti.** Si nous devons garder l'esprit de la "vieille maison", notre rénovation est un mouvement permanent qui doit continuer.

Nous proposerons dès le mois de septembre l'ouverture du processus d'un Congrès statutaire.

Vote électronique, transmission d'informations administratives et financières simplifiées pour les Fédérations, représentation militante, suppression du délai de rétroactivité d'adhésion pour voter : nous voulons une réécriture complète de nos statuts afin d'adopter consensuellement un texte de référence simplifié et moderne, qui s'appuiera sur les bonnes pratiques existantes dans les autres formations socialistes d'Europe.



Nous souhaitons dédier des moyens spécifiques pour les Fédérations et militants d’Outre-mer. Suivi attentif de leurs problématiques, moyens renforcés et réunions sur leurs fuseaux horaires pour leurs permettre de suivre les débats et formations du Parti sont incontournables pour assurer l’égalité territoriale.

La Gauche ne gagnera pas sans la joie. Retrouvons des moments de bonheur, entre socialistes et avec la société, en amplifiant des **Fêtes de la Rose et autres banquets républicains** qui existent déjà dans de nombreuses Fédérations. Occupons la place publique avec ces moments conviviaux et inclusifs, où nous pouvons refaire société.



Un Parti féministe

La parité doit être un principe fondamental, qui doit se traduire en une représentation équilibrée et juste de la base au sommet de notre organisation. Nous devons abolir les plafonds de verre et les excuses usuelles qui entravent la progression vers une véritable équité. **Nous appelons à une application immédiate de la parité à tous les échelons, sans exception.** Nous devons valoriser en particulier la place et l'engagement des femmes issues des milieux modestes et des zones rurales, sous-représentées dans les sphères décisionnelles.

Nous nous réjouissons d'avoir rendu obligatoire la formation de tous les candidats à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Nous devons aller plus loin pour encourager les femmes à adhérer, à militer, à prendre des responsabilités au sein du parti et à se porter candidate aux élections. **Nous devons imposer la parité des têtes de listes et des sièges, selon les strates de gagnabilité.**

Enfin, pour que le féminisme soit réel à l'échelle du Parti, **nous voulons créer une véritable mission égalité Femmes-Hommes qui sera directement rattachée au 1er secrétaire** et disposant de prérogatives étendues sur les décisions stratégiques du parti.

Un Parti qui forme ses militants et mène la bataille des idées

Les partis politiques n'assurent plus une formation de leurs militants comme ce fut le cas par le passé. **Nous devons relancer la formation militante et le débat d'idées en lien avec la société civile organisée, le monde intellectuel et de la recherche : nous créerons une Université permanente de réflexion et de formation militante**, doublée d'un média d'opinion, avec des séminaires dédiés à la formation des cadres et des séminaires ouverts aux militants et sympathisants, et en particulier à celles et ceux issus des classes populaires, pour permettre à tous ceux qui poussent notre porte d'y prendre des responsabilités. Elle sera aussi un lieu de prospective et de rencontre avec la société civile organisée, les intellectuels et les chercheurs, pour réfléchir à chaque échéance à un futur désirable.

Nous développerons une bibliothèque virtuelle accessible aux militants et élus socialistes, en associant les bonnes volontés pour proposer des synthèses d'ouvrage, des rapports d'institutions et de think-tank, permettant notamment de proposer une revue de presse hebdomadaire sur les sujets majeurs de la politique française et internationale.

Nous voulons enfin consulter régulièrement les militants, notamment avec des outils de vote en ligne, fiables et sécurisés. La première expérience de cette nouvelle forme de consultation militante aura lieu sur l'avenir du système de retraite avec l'organisation d'un référendum militant ou d'une convention citoyenne interne.



Poursuivre l'ancrage du Parti socialiste partout sur le territoire

Nos collectivités territoriales sont le laboratoire d'avancées qui ont été ensuite généralisées. Nous souhaitons un Laboratoire des innovations territoriales, en lien avec la FNESR-Condorcet et nos représentants dans les associations représentatives d'élus (AMF, ADF, ARF, Maires ruraux, APVF), qui doit permettre à nos élus d'échanger, de comparer, d'éprouver leurs politiques publiques pour que les bonnes pratiques infusent.

A côté de nos instances, nous voulons instaurer un Forum citoyen, composé de militants et non militants, à parité et tirés au sort, qui définissent chaque année un thème sur lequel le Parti socialiste doit se prononcer. Nous devons être en lien constant avec la société, à l'image des forums "Notre France, parlons-en" qui ont été une véritable occasion pour celles et ceux qui ne franchissent pas la porte des partis politiques de venir nous interpeller.

Nous ferons de l'ancrage du parti dans les luttes locales l'un des piliers de l'avenir socialiste, en soutenant concrètement le tissu associatif, coopératif et citoyen via la mobilisation des fédérations et des sections pour faire des offres de service aux associations locales.

4. Construire le rassemblement en vue de l'élection présidentielle

Lors de la prochaine élection présidentielle, **nous souhaitons qu'une candidature socialiste puisse opérer le rassemblement de la gauche non-mélenchoniste.** Pour autant, cela ne se décrète pas mais se construit.

Nous proposons, à rebours d'un discours autonomiste qui voudrait décréter l'hégémonie socialiste, **la création d'une plateforme de la gauche, de François Ruffin à Raphaël Glucksmann,** qui discutera des modalités d'une candidature commune. Cette plateforme doit permettre de verser au débat le projet socialiste en le confrontant à d'autres (partenaires, syndicats, associations, ONGs, personnalités du monde intellectuel et scientifique...) et d'aboutir sur des propositions en commun, partagées par tous.

Cette première étape franchie, il conviendra au lendemain des municipales de s'entendre sur le processus permettant de dégager une ou un candidat commun. Il n'y a pas de mode d'emploi miraculeux. Ce mode de désignation n'est pas tranché et ne pourra l'être qu'avec les partenaires qui auront accepté de s'engager dans ce processus commun. Pour ce qui nous concerne, **les militants socialistes auront le dernier mot car c'est à eux qu'il appartiendra de ratifier le processus retenu.**

Seul un projet clair, aboutissant à un contrat de gouvernement et à une candidature commune à l'élection présidentielle, avec des marqueurs forts pour être au cœur de la gauche, peut permettre de proposer une alternative au macronisme et de permettre à la gauche d'être qualifié au premier tour de l'élection présidentielle, pour battre l'extrême-droite au second.

Nous devons être au rendez-vous de l'histoire et à la hauteur des espérances.

Construisons la victoire !

Notre calendrier au Cœur de la gauche

2025

JUILLET

Début de la concertation avec nos partenaires de la gauche et des écologistes « de Ruffin à Glucksman » en vue de la construction d'une plateforme commune ↩

AOÛT

↩ **Présentation d'une première ébauche du projet socialiste** pour la France lors du Campus socialiste à Blois

SEPTEMBRE

Lancement du processus vers un congrès statutaire du Parti socialiste pour une réécriture complète de nos statuts afin d'adopter consensuellement un texte de référence simplifié et moderne, qui s'appuiera sur les bonnes pratiques ↩ existantes dans les autres formations socialistes d'Europe.

AUTOMNE

↩ **Rassemblement des maires et des élus municipaux socialistes** pour un partage des meilleures réalisations et des meilleures idées du socialisme municipal

NOVEMBRE

Présentation du projet présidentiel du PS ↩

2026

JANVIER

↩ **Lancement de la Nouvelle Université** de réflexion et de formation

MARS

Élections municipales ↩

PRINTEMPS

Conclusion du travail programmatique de la plateforme commune de la gauche et des écologistes ↩

SEPTEMBRE

↩ **Désignation de la candidature commune de la gauche et des écologistes** à l'élection présidentielle



**VOUS ETES DEJA PLUS DE
5000 A NOUS SOUTENIR**

**Pour rejoindre la dynamique et
signer le texte d'orientation :**

lecoeurdelagauche.fr